



N° D 347 / DGI / 2020
Rabat, le : 21 FEV 2020

A

Madame la présidente de

l'Association des Gestionnaires de Fonds de Titrisation (AGFT)

Objet : Régime fiscal applicable en matière de TVA aux opérations de titrisation**Référence :** Votre lettre en date du 02 Janvier 2020

Par lettre citée en référence, vous demandez à connaître le régime fiscal, réservé en matière de TVA, aux opérations de titrisation suite à l'abrogation par la Loi de Finances (LF) 2020 des dispositions de l'article 117-II du Code Général des Impôts (CGI).

Vous précisez, à cet effet, que le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT), lorsqu'il agit en tant qu'un simple véhicule de financement qui ne produit pas une valeur ajoutée pour lui-même, il doit être neutre fiscalement au regard de la TVA. A cet effet, la situation fiscale de l'établissement initiateur et celle des investisseurs au regard de la TVA ne doit pas être impactée du fait de la mobilisation du financement à travers un FPCT.

En réponse, il y a lieu de rappeler qu'avant l'entrée en vigueur de la LF 2020, le FPCT était soumis à la TVA par voie de retenue à la source par l'établissement initiateur, conformément aux dispositions de l'article 117- II du CGI et ne pouvait, de ce fait, bénéficier de la déduction de la taxe ayant grevé ses coûts de gestion ainsi que les intérêts servis aux investisseurs porteurs de titres, ce qui impactait considérablement le coût de ce financement.

Afin de restaurer la neutralité de la TVA, la LF pour l'année 2020 a supprimé l'obligation de la retenue à la source de la TVA due au titre des produits résultant des opérations de titrisation effectuées par l'établissement initiateur.

Ainsi, en soumettant les opérations de titrisation à la TVA dans les conditions de droit commun, la LF pour l'année 2020 a donné la possibilité au FPCT de collecter la TVA sur les produits résultant des opérations de titrisation (loyer, décote, ...), et de procéder à l'imputation de celle ayant grevé ses éléments de coûts (intérêts, commissions, honoraires, etc.). A ce titre, les FPCT doivent se conformer aux obligations prévues par le CGI.

De même, il y a lieu de rappeler que les revenus générés par l'opération de titrisation et versés sous forme de coupons (intérêt, rémunération des sukuk) aux investisseurs par le FPCT, sont considérés fiscalement comme des produits de placements à revenu fixe passibles de la TVA au taux de 10%, au même titre que les



b. Cas de la décote :

Dans le cas de la titrisation des créances commerciales nées, l'établissement initiateur transfère au FPCT lesdites créances avec une décote au profit dudit FPCT.

Comptablement, les créances sont enregistrées à leur valeur nominale à leur date d'acquisition. L'écart entre la valeur nominale et le prix d'achat (décote) est inscrit à l'actif du bilan dans un compte « écart d'acquisition ». Cet écart est étalé selon les modalités fixées par le règlement de gestion du FPCT.

En vue de garantir la neutralité de cette opération en matière de TVA, il est admis de faire coïncider la date d'exigibilité de la TVA due au titre de cette décote avec la date de son encaissement effectif par les investisseurs afin de permettre au FPCT de récupérer la TVA payée sur les intérêts servis aux investisseurs.

4. Date d'effet des dispositions de la LF 2020 :

Compte tenu des spécificités des opérations de titrisation et tenant en considération la nécessité d'assurer la neutralité de la TVA y afférente, les dispositions de la LF pour l'année 2020 s'appliquent aux fonds ou leurs nouveaux compartiments à partir du 1er janvier 2020 au titre des opérations de titrisation réalisées à compter de cette date.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur de la Législation, des Etudes
et de la Coopération Internationale

Signé: Khalid ZAZOU

